

► 31 déc. : Joyeuses fêtes !

► 18 déc. : "Réveil écolo : il est temps !"

Dans l'édito du N° de janvier d'Alter Eco, Christian Chavagneux constate que la France ne parvient à contenir ses émissions de Gaz à Effet de Serre, comme elle s'y était engagée lors des accords de Paris, il y a 5 ans. Et il ajoute :

« Certes, nos émissions ont diminué entre janvier et novembre 2020 d'en gros 10 % par rapport à 2019, mais on ne va pas parier sur des confinements à répétition pour s'en sortir ! Et c'est sans compter nos émissions importées, dont le Haut Conseil pour le climat vient de nous dire qu'elles explosent (+ 80 % depuis 1995).

Avant même de passer aux énergies renouvelables, le premier pilier de la lutte contre le réchauffement climatique est d'éviter d'émettre. La Convention citoyenne pour le climat l'a bien compris, réclamant de supprimer la publicité pour les transports polluants, un malus au poids pour les véhicules, une limitation de l'avion sur le territoire, etc. En retour, Emmanuel Macron leur offre une ligne de Constitution garantissant la lutte contre le réchauffement climatique, mesure symbolique, et avec le sourire cynique d'un président toujours en quête de coups politiques en vue de la présidentielle. Pas de quoi changer ce gouvernement très productiviste : la lutte contre le réchauffement climatique reste perçue comme une contrainte, pas une opportunité ; il faut se battre comme des chiens pour obtenir des petites décisions face à des dirigeants d'un autre âge. »

C'est à peu près ce j'ai écrit dans mon article du 18 décembre dernier...

► 12 déc. : COP21, 5 ans : Nantes renouvelle son engagement Zéro Carbone

A l'occasion des cinq ans de la signature de l'Accord de Paris, Johanna Rolland, maire de Nantes et présidente de Nantes Métropole, ouvrira ce jeudi le Forum Zéro Carbone à Paris. Cet événement digital soutenu par le réseau France urbaine réunira les 10 et 11 décembre les acteurs de la lutte contre le dérèglement climatique (maires français et internationaux, associations et ONG, scientifiques...). Pour cet anniversaire, le Château des Ducs de Bretagne sera éclairé



samedi 12 décembre aux couleurs de la COP21.

Pour lire le communiqué de presse, [cliquer ici](#).

► **11 déc. : téléphone 5 G : Lancement du débat public à Nantes**

La Ville de Nantes a pris l'engagement d'organiser un débat local sur le déploiement de la 5G et demandé à l'État et aux opérateurs de respecter un moratoire sur son territoire le temps du débat. Les choix technologiques sont aussi des choix politiques, économiques, sociaux, sanitaires et environnementaux : ils sont structurants pour l'avenir. C'est pourquoi la Ville de Nantes a souhaité l'ouverture d'un espace de dialogue apaisé et transparent, permettant à chacun-e d'appréhender les enjeux qui sous-tendent ces choix et de connaître la diversité des points de vue. C'était un engagement de la campagne électorale de Johanna Rolland qui est tenu.

L'organisation du débat local 5G à Nantes se tiendra en deux étapes : une première étape entre décembre et janvier pour définir les modalités du futur débat sur la 5G, suivie de la seconde étape du débat à partir de février 2021.

Pour connaître l'organisation du débat, [cliquer ici](#).

► **11 déc. : Dernières nouvelles de Sainte-Luce**

Prenez connaissance des dernières nouvelles de Sainte-Luce chaque vendredi.

Pour consulter les dernières nouvelles publiées le 11 déc. 2020, [cliquer ici](#).

► **11 déc. : Aujourd'hui, à 20h, c'est la nuit du climat**

Alors que le gouvernement va de renoncements en renoncements sur les sujets climatiques, #5AnsAprès la COP21, quel bilan tirer de l'Accord de Paris ? Quelle mobilisations et perspectives face à l'inaction ?

Lors de cette soirée dédiée au climat, à la veille des 5 ans de l'Accord de Paris, nos invité.es, spécialistes des questions climatiques, croiserons leurs regards afin d'identifier les actions communes pour porter et élaborer ensemble le récit d'une écologie victorieuse.

Nous vous attendons donc nombreuses et nombreux ce soir à 20h en direct sur nos différents réseaux sociaux. Retrouvez le déroulé complet de l'événement, les intervenant.es qui nous font l'honneur de leur présence ainsi que les liens de visionnage [en cliquant ici](#).

► **11 déc. : Non à l'usine de méthanisation XXL et à la centrale d'enrobé à Puceul**

Le collectif CAMIL organise une manifestation à Nozay, le 16 décembre prochain, à 18h (22 route de Marsac, parking de l'ancien LIDL) pour protester contre les deux projets d'implantation, sur la ZAC de l'Oseraye, d'une usine de méthanisation industrielle et d'une centrale d'enrobés (société Pigeon), soutenus par la Communauté de communes de Nozay.

- **Parce que la méthanisation industrielle va avoir un impact sur notre modèle agricole comme dans tous les territoires où il y a des gros méthaniseurs, parce qu'il y a un risque de pollution de l'eau, les nappes d'eau de Saffré et Nort-sur-Erdre sont peu profondes et sont souvent en limite de potabilité.**
- **Parce que les usines d'enrobés sont des sources de pollutions avec des risques pour la santé et la biodiversité.**
- **Parce qu'elle serait à proximité des bourgs de Puceul, La Grigonnais et Nozay, de producteurs Bio et vendeurs directs (miel, légumes, pommes et poires).**

Pour signer la pétition de soutien, [cliquer ici](#)

Pour plus de précisions, [cliquer ici](#).

N'oubliez pas votre attestation de déplacement "manifestation" ci-jointe (2ème page du document) et votre masque.

► 11 déc. : Mesures de soutien du commerce de proximité des TPE/PME

Nantes Métropole, à l'occasion de son prochain Conseil du 11 décembre, va se prononcer sur des mesures pour soutenir le commerce de proximité et les TPE/PME.

Ces mesures concernent : une aide directe au de 750€ pour le mois de novembre (4500 entreprises), une exonération du loyer de novembre pour les entreprises hébergées dans le parc immobilier e Nantes Métropole, pépinières, Créative Factoty (200 entreprises), aide au déploiement du e-commerce et mise à disposition de l'ancienne école des Beaux Arts comme lieu de retrait "click and collect", prolongement pour 6 mois de l'exonération de la redevance d'occupation de l'espace public (terrasses, ...), report de janvier à juin du versement de la taxe de séjour, indemnisation des commerçants du marché de Noël (116 commerçants).

Pour plus de détails, [cliquer ici](#).

► 2 déc. : Secrets toxiques : Une plainte au pénal est déposée

Depuis 40 ans, les lanceurs d'alertes et les ONG s'inquiètent de l'impact des pesticides sur notre santé et remettent en cause les systèmes d'autorisation de mise sur le marché. En octobre 2020, la dernière étude de Gilles-Eric Séralini et Gérald Jungers, révèle que 14 herbicides contiennent de l'Arsenic, des métaux lourds et d'autres substances toxiques cancérigènes non déclarés sur les étiquettes. Ces chercheurs dénoncent une fois de plus les méthodes d'évaluation des pesticides : seul le "principe actif déclaré" donne lieu à une évaluation sur sa toxicité à long terme. On considère donc que les autres substances, utilisées par nos agriculteurs et par nos voisins dans leurs jardins dans la formule complète, sont forcément inoffensives ? L'étude prouve le contraire.

Une action en justice est lancée et soutenue par plusieurs associations, dont la confédération paysanne.

Pour en savoir plus, [cliquer ici](#)

Pour signer la pétition de soutien à cette action, [cliquer ici](#).

Les brèves en novembre 2020

► 25 nov. : **Manifestation contre les violences à l'égard des femmes**

A l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, rassemblons-nous pour lutter ensemble et dire STOP.

Brisons les résistances patriarcales, conservatrices, institutionnelles et économiques !

Rendez-vous mercredi 25 novembre à 18h place Bretagne à Nantes.

Au vu du contexte sanitaire actuel, la manifestation a été déclarée au préalable à la Préfecture.

Pour voir l'appel de l'Espace Simone de Beauvoir, [cliquer ici](#).

► 20 nov. : **L'opposition dénonce la gestion du marché de Sainte-Luce**

Elle dénonce le manque de précautions sur le marché hebdomadaire (trop d'attroupements, ...)

Il est vrai que l'organisation du marché fait l'objet de constantes adaptations pour améliorer la sécurité par

rapport au Covid-19, mais aussi par rapport à Vigipirate.

Par contre là où la majorité municipale est coupable,

c'est qu'elle aurait dû avertir les élus d'opposition que le masque est obligatoire dans l'espace public à Sainte-Luce, comme dans toute l'agglomération...

Pour lire le communiqué de la mairie, [cliquer ici](#)

Pour lire l'article de presse concernant l'intervention des élu.e.s d'opposition, [cliquer ici](#).

L'opposition dénonce la gestion du marché



► 19 nov. : **Sauver le 3919**

Depuis 30 ans, ce travail d'écoute et d'accompagnement est accompli par Solidarité Femme et son réseau, qui recueillent la parole d'environ 2 000 victimes chaque semaine, et plus encore en temps de confinement.

Aujourd'hui, le gouvernement veut transformer le soutien financier qu'il versait au 3919 en un marché public ouvert à la concurrence, notamment celle d'entreprises privées. C'est la qualité du 3919 et de l'aide apportée aux femmes victimes de violence qui est en jeu.

Pour sauver le 3919, signez la pétition de Change.org [en cliquant ici](#)

► 17 nov. : **Lettre électronique du Groupe écologiste et citoyen de Nantes**

Au sommaire de cette lettre :

► "Les libertés et les solidarités ne doivent pas être confinées !"

► "A la rencontre des habitant.e.s du Breil"

► "Du pouvoir d'agir des habitant.e.s à la démocratie locale"

Pour retrouver ces actualités et d'autres articles, [cliquer ici](#).

► 16 nov. : **Pour la libération définitive de Nasrin Sotoudeh**

38 ans de prison et 148 coups de fouets. C'est la peine à laquelle a été condamnée l'avocate iranienne Nasrin Sotoudeh pour avoir... défendu les droits des femmes et protesté contre la législation qui impose le port du voile en Iran.

Après une grève de la fin de 46 jours qui a failli lui coûter la vie, Nasrin a finalement obtenu une libération provisoire pour raisons médicales, et a pu retrouver sa famille. C'est votre soutien qui, aujourd'hui, me permet de vous partager cette bonne nouvelle. Mais nous savons que son combat est loin d'être fini. C'est une libération définitive et sans condition que nous demandons pour elle, et pour toutes et tous les défenseurs des droits humains emprisonnés à l'heure actuelle en Iran.

Nasrin Sotoudeh est le visage du sort réservé à toutes celles et tous ceux qui osent exprimer leur opinion et défendre pacifiquement les droits humains, en Iran comme dans bien d'autres pays. (communication de Amnesty International)

Nasrin est aussi le visage du courage. Celui de ne jamais renoncer et, malgré la séparation que cela entraîne avec son mari et ses deux enfants, et malgré des conditions de détention innommables, de continuer d'agir pour exiger la libération de tous les prisonniers d'opinion en Iran.

► **15 nov. : A propos de la gratuité de la restauration scolaire pour les familles à bas revenus**

Les Restos du cœur distribuent des colis en

L'association l'avait fait pour le premier confinement. Les Restos du cœur le relancent. Chaque samedi, à Nantes, des bénévoles distribuent des colis à tous ceux qui se présentent.

Rue de la garde, à Nantes, ce samedi matin, des hommes, des femmes, des familles, se pressent devant l'immense entrepôt des Restos du cœur. « C'est une voisine qui m'en a parlé. C'est vraiment utile, remarque cet homme en montrant ces deux sacs chargés de nourriture. Je suis déjà venu la semaine dernière. Au RSA, cette aide permet de réduire les courses que je fais pour la semaine. »

Ils arrivent en voiture, en bus et la queue s'allonge. Certains préfèrent se taire. « Mon mari indépendant n'a plus de travail. J'ai déjà honte de venir, je ne souhaite pas parler, j'espère que vous comprendrez. »

« À 10 h, c'était déjà la foule »

Devant la petite porte étroite, on lui tend deux sacs. Un drive humanitaire. Dans l'entrepôt, un bataillon de béné-

voles. « La semaine dernière, on a distribué 251 colis, soit 753 repas, calcule Jacky Lepron, le président départemental. Cette semaine, ça sera plus. À 10 h, c'était la foule déjà. »

François Barillot, bénévole depuis la première heure aux Restos du cœur, pense qu'il verra moins de monde que lors des distributions d'urgence du premier confinement.

« Les cantines restent ouvertes contrairement au mois de mars. On n'imagine pas à quel point la restauration scolaire c'est important pour les familles qui ont peu d'argent. »

Jusqu'à 18 h, les Restos vont continuer à distribuer viandes, légumes, gâteaux. Une aide inconditionnelle, ouverte à toutes les personnes en difficulté. Samedi prochain, ils remettront le couvert.

Marylise COURAUD.



Distribution de colis, ce samedi 14 novembre, aux Restos du cœur. (Photo: Ouest-France)

Espérons que la lecture de cet article paru dans Ouest-France de ce dimanche 15 novembre aura fait réfléchir les élus d'opposition au Conseil municipal de Sainte-Luce...

► **12 nov. : Tribune "Pas d'Amazon dans ma zone"**

Le collectif STOP Amazon 44 est à l'initiative de la proposition de signature d'une tribune contre l'implantation prévue en région nantaise. Ce collectif est composé de Attac, Alternatiba, GIGNV, Youth For Climate, Extinction Rebellion, I-Boycott, Solidaires, CGT. Aux USA, Amazon crée 1 emploi pour 4 emplois détruits dans les magasins traditionnels. Les élus locaux doivent y réfléchir : on ne peut pas se plaindre de centres-villes désertés, ou faire l'éloge du commerce de proximité, si nous accueillons sur notre territoire une multinationale permettant de presque tout commander en se faisant livrer.

Pour lire le rapport sur l'impunité sociale, fiscale et environnementale de cette entreprise, [cliquer ici](#).

Pour lire la tribune et la liste des signataires, [cliquer ici](#).

Pour signer la tribune, [cliquer ici](#).

► **11 nov.2020 : 11 novembre et Covid-19**

En raison du contexte sanitaire, la cérémonie commémorative de l'armistice du 11 novembre à Sainte-Luce se déroulera en comité restreint, en présence du maire Anthony Descloziers, des représentants des associations d'anciens



combattants et des porte-drapeaux.

Afin de permettre au public de la suivre, elle sera retransmise en direct sur la page Facebook de la Ville mercredi 11 novembre à 11h, puis disponible en léger différé sur le site internet de la mairie (www.sainte-luce-loire.com).

57 Lucéens ont perdu la vie durant le premier conflit mondial. Leur nom figure sur le monument aux morts devant lequel la cérémonie se déroulera.

► **7 nov. : Joe Biden sera bien le 46e président des Etats-Unis.**

Le résultat des élections présidentielles a fini par tomber vers 11h30 du matin, ce samedi 7 octobre 2020, heure de l'Est, soit 17h30 en France. C'est l'agence Associated Press (AP), jugée la plus fiable depuis des décennies de scrutins, qui a annoncé la nouvelle en donnant le démocrate vainqueur dans l'Etat de Pennsylvanie puis dans celui du Nevada.

Avec 20 grands électeurs gagnés en Pennsylvanie et 6 de plus dans le Nevada, Joe Biden atteint 279 grands électeurs au total, soit neuf de plus que les 270 nécessaires pour devenir le 46e président américain.

Les brèves en octobre 2020

► **16 oct. : Ensemble contre l'industrie fossile**

Dans quelques jours, une occasion exceptionnelle va se présenter : nous allons pouvoir remettre directement nos revendications à son destinataire, car la Banque centrale européenne (BCE) a accepté de nous rencontrer !

145 000 personnes ont déjà signé la pétition que nous avons rédigée pour Christine Lagarde et la BCE. Ensemble, nous exigeons que la BCE arrête de financer l'industrie polluante du charbon, du pétrole et du gaz et finance une relance juste et écologique. J'ai ajouté mon nom à cette pétition qui demande à la Banque centrale européenne d'arrêter de verser des milliards d'euros d'aide aux entreprises de l'industrie fossile qui polluent l'environnement. Vous aussi, signez cette pétition [en cliquant ici](#)/

► **14 oct. : Participer au Conseil Citoyen Lucéen**

Le Conseil Citoyen Lucéen (CCL) s'ouvre à de nouveaux membres bénévoles. Pour vous informer, donner vos avis, échanger avec d'autres Lucéens : rejoignez le CCL.

Le Conseil Citoyen Lucéen, c'est :

- Des Lucéens-nes bénévoles acteurs de la démocratie participative
- Un espace d'échanges pluriels, autonome de la mairie et de toute autre instance.
- Des avis publics remis à la Ville.

Comment ça fonctionne ?

- Une assemblée participative, des ateliers, des conférences pour s'informer
- Un président élu par un collectif de membres du CCL, une équipe d'animation.

Pour participer : vous inscrire, date limite 24 octobre 2020

- **Par courriel** (ccl.sainteluce.citoyenne@gmail.com)
- **Par courrier** (Conseil citoyen lucéen – Hôtel de Ville – 44 981 Sainte-Luce-sur-Loire)

Pour en savoir plus, adresser un courriel au CCL ou consulter son site Internet :

[\[https://conseildeveloppement.wixsite.com/sainteluce\]](https://conseildeveloppement.wixsite.com/sainteluce).

► **Quel.le.s député.e.s est POUR les néonicotinoïdes tueurs d'abeilles ?**

Une majorité de députés vient de voter ce mardi 6 octobre pour le projet de loi du gouvernement, réautorisant les insecticides néonicotinoïdes.

Alors que de multiples études scientifiques démontrent la nocivité pour les pollinisateurs et la biodiversité, ce vote constitue une véritable régression environnementale.

D'autant que d'autres solutions existaient pour venir en aide aux agriculteurs en difficulté.

En Loire-Atlantique, ont voté :

- **POUR** : *Sophie Errante, Audrey Dufeu, Luc Geismar, Valérie Oppelt, Aude amadou*
- **ABSTENTION** : *Yannick Aury*
- **CONTRE** : *Sandrine Josso, Yves Daniel, Anne-France Brunet*
- **Quant à François de Rugy, ... il était absent...**

Pour voir les votes dans les autres départements, allez sur le site de 'Agir pour l'environnement', [en cliquant ici](#).

- 14 sept. : L'UE a autorisé l'exportation de pesticides interdits



C'est un commerce dont l'Europe ne se vante pas. Chaque année, l'Union européenne (UE) autorise, dans la plus grande opacité, ses champions de l'agrochimie à continuer à produire et à exporter des tonnes de pesticides dont elle interdit l'usage en son sein en raison de leur très haute toxicité et des risques qu'ils font peser sur la santé et l'environnement. C'est un article du Monde du 10 sept. qui l'indique, ainsi que Ouest-France du 14 sept., suite aux révélations de l'association suisse Public Eye et la branche britannique de Greenpeace.

Produit-phare de ces produits ultratoxiques « made in Europe », le tristement célèbre

paraquat. Commercialisé depuis 1962, cet herbicide massivement utilisé dans les monocultures de maïs, soja ou coton est interdit dans l'UE depuis 2007, en raison des risques d'empoisonnement mortels qu'il fait peser sur les agriculteurs.

La firme suisse Syngenta continue pourtant d'en produire en quantité très importante dans son usine d'Huddersfield, en Angleterre. En 2018, les autorités britanniques ont ainsi approuvé l'exportation de plus de 28 000 tonnes d'un mélange à base de paraquat.

Destinations privilégiées : l'Amérique du Sud, l'Asie et l'Afrique.



- 12 sept : Odeur de roussi...

- 10 sept. : Tragique incendie dans le camp de réfugiés en Grèce

La nuit du 8 septembre, un incendie a détruit presque la totalité du camp de réfugié.e.s de Moria à Lesbos, en Grèce. Le tristement célèbre « hotspot » soutenu par l'Union européenne, qui abritait des personnes en quête de protection internationale, accueillait plus de 12 000 personnes malgré une capacité officielle de 3000.

Les habitantes et les habitants de ce camp, déjà dans une situation extrêmement précaire - jusqu'à 160 personnes utilisent les mêmes toilettes dans le camp, sans parler d'innombrables obstacles judiciaires ou bureaucratiques auxquelles ils/elles sont confronté.e.s pour exercer leur droit d'asile – ont maintenant tout perdu.

De plus, cette tragédie intervient suite à l'apparition du premier cas de Covid dans le camp la semaine dernière, après quoi 35 personnes testées positives ont été placées à l'isolement. Le risque de contamination pour les personnes qui se trouvent sans-abris est maintenant d'autant plus élevé. (extrait de l'appel de OXFAM France)

Pour faire un don, [cliquer ici](#).

- **10 sept. : Libération immédiate de Nasrin Sotoudeh !**
*En Iran, Nasrin Sotoudeh (avocate) est enfermée depuis plus de deux ans pour avoir osé critiquer le pouvoir islamiste. Elle est actuellement dans un état de santé critique après avoir entamé une grève de la faim. Plus que jamais elle a besoin de notre soutien. Ce lundi 7 septembre, nous lançons une nouvelle action et demandons à chacun de poster sur les réseaux sociaux, une vidéo demandant la libération immédiate de Nasrin...
Pour en savoir plus, [cliquer ici](#).*
- **10 sept : L'affaire du siècle**
*On se souvient de cette pétition, qui a reçu plus de 2,3 million de signatures, qui exigeait que l'État prenne effectivement les moyens de respecter ses engagements pris lors des accords de Paris sur le climat (COP 21). A défaut, les signataires menaçaient d'attaquer en justice le gouvernement français, comme cela s'est fait dans d'autres pays. Faute de réponse, une plainte a effectivement été déposée devant le Tribunal administratif de Paris. Alors que l'État a mis près de 16 mois pour répondre à l'Affaire du Siècle, notre équipe juridique a travaillé sans relâche cet été pour produire un "mémoire en réplique" déposé le 3 septembre.
Et maintenant ? Dans les prochaines semaines, l'État devrait de nouveau avoir la possibilité d'ajouter des arguments au dossier, puis le/la juge décidera de la clôture de l'instruction et fixera une date d'audience. La décision devrait être rendue deux semaines plus tard, et, nous l'espérons, avant la fin de l'année.
C'est un moment historique pour la justice climatique qui approche, et plus que jamais, nous avons besoin de vous. Il y a près de 2 ans, nous avons été plus de 2 millions à dire "Stop à l'inaction climatique" et à attaquer l'État en justice. Ensemble, nous pouvons changer l'avenir et obtenir enfin des actions à la hauteur de l'urgence climatique. Partout à travers le monde, la justice se révèle un levier puissant pour contraindre les États à agir pour protéger le peuple.
Pour signer la pétition, [cliquer ici](#).*
- **5 sept. : Légalisation de l'aide active à mourir**
*Atteint d'une maladie incurable qui le fait souffrir, Alain Cocq a demandé à Emmanuel Macron le droit de pouvoir mettre fin à ses jours. La réponse est non. Nathalie a elle aussi traversé cette épreuve en accompagnant son mari dans la souffrance et le désespoir. Depuis son décès, elle milite pour que la France autorise une aide active à mourir.
Pour signer la pétition, [cliquer ici](#).*
- **4 sept. : La newsletter de Greenpeace :**
Au sommaire :
 - *solidarité avec le Liban*
 - *urgence climatique en Russie*

- *déforestation en Amazonie*
Pour lire la newsletter, [cliquer ici](#)

Les brèves en août 2020

30 août : Des jeunes ingénieurs en quête de sens promeuvent les technologies douces : article publié par Reporterre, quotidien de l'écologie.

S'approprier des techniques écologiques grâce à des ateliers, voilà l'ambition de la deuxième édition de la Semaine des alternatives et des low-tech (Salt). Le camp a réuni une quarantaine de participants — Covid oblige — et a contribué à la structuration du mouvement des technologies sobres.

Pour lire le reportage, [cliquer ici](#).

- **25 août : des ONG réclament des actions contre les incendies en Amazonie : "La France ne peut pas être complice"**

C'était il y a un an. "Nous devons répondre à l'appel de la forêt qui brûle aujourd'hui en Amazonie, de manière très concrète, nous allons agir", avait déclaré Emmanuel Macron. Les incendies qui ravageaient alors cette forêt tropicale avaient occupé une partie des discussions du sommet du G7 de Biarritz. Un an après, "faute de mesures concrètes, les incendies ravagent à nouveau les forêts d'Amérique du Sud dans l'indifférence générale", dénoncent dans une tribune à franceinfo 24 ONG de défense de l'environnement. Elles "appellent à des actions immédiates des entreprises françaises présentes en Amérique du Sud et du gouvernement français pour éviter le point de non-retour".

Pour lire cette tribune, [cliquer ici](#).

- **22 août : Jour de dépassement**

C'est aujourd'hui la date théorique à laquelle l'humanité a consommé plus de ressources naturelles que la Terre ne peut lui en fournir sur l'année.

Cette année, cette date intervient 3 semaines plus tard que l'an passé, eu raison du ralentissement de l'activité humaine produit par la crise sanitaire.

Cela donne une idée de l'effort qui doit être fait par l'humanité pour pouvoir repousser le danger mortel d'épuisement des ressources terrestres et du réchauffement climatique, alors que tous les gouvernements (y compris le nôtre) ne parlent que de relance économique...

- **20 août : restrictions sur l'eau potable en 44 suspendues**

En raison des pluies qui sont tombées, les restrictions sont suspendues par la Préfecture 44, même si la situation reste préoccupante.

- **17 août : Maires de France : Nommez des rues en hommage aux héros oubliés des colonies**

En août 1944, c'était le 76ème anniversaire du débarquement 1944 en Provence par les troupes alliées. Ce jour-là, 235 000 combattants français dont 90% issus des troupes coloniales se sont battus pour libérer la France.

Originaires des Antilles, d'Afrique et du Pacifique, ces héros sont aujourd'hui absents du récit national.

Pour appuyer le courrier adressé à François Baroin, président de l'Association des Maires de France, signez la pétition [en cliquant ici](#).

- *16 août : Soutien à l'Inspecteur du travail Anthony Smith, sanctionné par le ministère*
En plein cœur du mois d'août, Anthony Smith, Inspecteur du travail dans la Marne vient d'être notifié par huissier d'une sanction de déplacement d'office.

Anthony était suspendu depuis le 15 avril 2020 pour avoir notamment exigé dans le cadre de ses fonctions la mise à disposition d'équipements de protection (notamment des masques) de protection contre la Covid-19/Coronavirus pour des salariées d'une association d'aide à domicile de Reims.

Cette sanction, ajoutée aux 4 mois de suspension, qui caractérise un véritable interdit professionnel d'exercer son métier, viole l'indépendance de l'Inspection du travail et symbolise le triste acharnement du ministère du travail à l'encontre d'Anthony.

Près de 150 000 personnes ont signé une pétition de soutien à Anthony Smith.

Pour la signer, [Cliquez ici – <http://chnng.it/4s4C8wkVZP>].

- *14 août : restrictions sur l'eau potable en Loire-Atlantique*

La Loire-Atlantique est en "alerte sécheresse". En conséquence, Nantes Métropole a annoncé des restrictions pour l'usage de l'eau potable : arrosage des pelouses entre 8h et 20h, mise à niveau des piscines privées et plans d'eau, lavage des voitures, façades de maisons et bateaux,...

- ▶ *13 août : Arrêté préfectoral sur le port du masque dans le 44*

DERNIERE NOUVELLE :

Un arrêté Préfectoral du 12 août valide sur l'ensemble du département l'obligation du port du masque sur les marchés hebdomadaires ainsi que les braderies, brocantes etc....

Cet arrêté est valide pour la période du 14 août au 30 octobre 2020 prochain.

Cette restriction concerne donc notre marché Lucéen du samedi ainsi que la braderie du mois de septembre.

- ▶ *6 août : Amazonie : Greenpeace fait une BD*

Greenpeace a dénoncé en 2019 la dépendance de l'agriculture française au soja du Brésil qui se développe en détruisant des écosystèmes précieux. En août suivant, l'Amazonie était ravagée par des incendies qui ont indigné le monde entier. Vous vous en souvenez sûrement. Le président Macron le reconnaissait : la France était complice de ces terribles feux de forêt.

Qu'a fait le gouvernement français pour remédier à cette complicité ? Strictement rien !

Or cet été, les incendies menacent à nouveau l'Amazonie brésilienne. Les données de juin sont catastrophiques : il y a eu 20% de départs de feux en plus qu'en juin 2019, et le nombre d'incendies constitue un record sur les 13 dernières années. Au premier semestre, la

déforestation a atteint dans cette zone son plus haut niveau jamais enregistré. C'est simple : Jair Bolsonaro a profité de la crise sanitaire pour favoriser la déforestation.

Pour voir la BD de Greenpeace sur l'Amazonie, [cliquer ici](#)

Pour lire la newsletter de Greenpeace, [cliquer ici](#)

Par ailleurs, le collectif « Sauvons la forêt » lance une pétition pour la protection de la forêt d'Ebo au Cameroun

La forêt d'Ebo au Cameroun est un trésor de biodiversité. Elle abrite chimpanzés, gorilles et de nombreuses autres espèces menacées. Alors que des actions sont menées de longue date pour la

classer et la protéger comme parc national, le gouvernement camerounais a décidé d'en ouvrir 150 000 hectares à l'exploitation forestière.

Appel Au Président de la République du Cameroun Paul Biya

“La forêt d'Ebo est l'un des lieux possédant la plus grande diversité biologique de la planète.

Elle ne doit pas être sacrifiée à l'exploitation forestière.”

Pour lire le dossier, [cliquer ici](#).

Pour signer la pétition, [cliquer ici](#).

Les brèves en juillet 2020

► 27 juillet 2020 : Pourquoi Macron n'a-t-il pas tenu ses promesses écologiques ?

Dans une tribune publiée dans Ouest-France du 27 juillet, le premier ministre a donné la réponse.

« (...) l'écologie est-elle une priorité ? La réponse est clairement oui. »

Mais, selon lui, le passage à l'acte « (...) » a sans doute été retardé par les tenants d'une écologie punitive et décroissante, d'une écologie moralisatrice voire sectaire qui, sans doute de parfaite bonne foi, ont beaucoup nui et continuent de desservir la cause. »

Autrement dit, si le président Macron et son gouvernement n'ont pas tenu leurs promesses en matière de transition écologique, c'est de la faute des écologistes !!!

Après les promesses non tenues, il fallait oser donner une telle explication ! Et cela ne rassure pas...

► 24 juillet 2020 : Stop à l'exploitation du peuple Ouïghour !

Cette minorité, ce sont les Ouïghours. Ils sont aujourd'hui détenus dans des camps d'internements ou ils subissent d'innombrables tortures et sont forcés à travailler pour notamment, de grands groupes internationaux via leurs sous-traitants en Chine.

L'Institut Australien de Stratégie Politique (ASPI) vient de publier un rapport et dénonce le fait que " **la Chine a transféré des dizaines de milliers de membres de la communauté musulmane Ouïghour détenus dans des camps d'internement vers des usines fournissant au moins 80 des plus grandes marques mondiales**"

Déjà, la marque Adidas a pris l'engagement "à ne

jamais recourir dans sa chaîne de production aux travailleurs forcés Ouïghours et à couper toute relation avec des fournisseurs le faisant." Lacoste a également pris des engagements en ce sens .

QUID des 81 autres grandes marques impliquées dans la mise en esclavage d'un peuple ?

Pour examiner la liste les 81 multinationales et signer la pétition, [cliquer ici](#).



Multinationales et profits de la honte : l'exploitation du peuple Ouïghour



► 20 juillet : Incendie dans la cathédrale de Nantes

► **14 juillet : Crise et argent des migrants envoyé au pays**

Selon la Banque mondiale c'est un flux de 554 milliards de \$ en 2019. A comparer avec le montant des investissements étrangers à hauteur de 542 milliards \$ et l'aide publique au développement d'un montant de 166 milliards. La FAO estime que 800 millions de personnes sont ainsi aidées, dont la moitié en milieu rural.

Mais beaucoup d'immigrés travaillent dans des secteurs qui ont été grandement touchés par la crise du COVID (restauration, soins à domicile, bâtiment, industrie

manufacturières, ...). La Banque mondiale estime que la crise va ainsi diminuer ce flux de 100 milliards : un choc terrible !

(selon l'article de Antoine de Ravignan dans Alter Eco).



► **8 juillet : Les écologistes veulent rassembler pour une Région Verte en mars 2021**

Dans un communiqué, Lucie ETONNO pour le groupe Écologiste et Citoyen au Conseil Régional et Danièle ESTAY pour EELV Pays de la Loire affirment :

"Avec le groupe Écologiste et Citoyen qui siège au Conseil régional, les membres d'Europe Ecologie Les Verts des Pays de la Loire poursuivent leur travail sur la préparation des élections régionales. Il est urgent d'organiser la décroissance des inégalités, de décarboner l'économie et les transports, d'investir massivement via des contrats avec les communes pour accélérer la transition écologique et ainsi renforcer la cohésion sociale.

L'écologie n'est pas seulement un projet, c'est également une méthode. Nous voulons débattre et travailler avec tous ceux et celles qui veulent avancer ! Vite. Dès la rentrée, nous souhaitons un vaste rassemblement autour de l'écologie des forces de gauche qui le souhaitent et, au-delà, des citoyens qui se retrouvent dans cette nouvelle matrice politique. Pour cela, nous avons demandé à rencontrer rapidement ces différentes forces vives afin d'échanger et de construire « le monde d'après » dans nos territoires.

Pour lire tout le communiqué, [cliquer ici](#).

► **4 juillet : Rassemblement à Nantes pour prolonger la trêve hivernale**

La crise sanitaire a épargné les travailleurs à statut stable par le dispositif du chômage partiel. Mais les précaires n'ont pas été épargnés et de nombreuses familles n'ont pas pu payer les loyers.

Il est urgent de prolonger la trêve hivernale pour éviter de mettre des milliers de familles à la rue, comme le demande un appel national.

Pour faire connaître cet appel national, rassemblement samedi 4 juillet à 15h00 place royale à Nantes.

Pour lire l'appel national, [cliquer ici](#).

► **3 juillet : Implantation d'Amazon à Carquefou : Gare au chantage à l'emploi !**

L'implantation d'un entrepôt Amazon de 900 à Carquefou vient d'être annoncé. Les groupes d'élus de l'Union Démocratique Bretonne (Nantes et Rennes), les groupes d'élus écologistes et citoyens

(Nantes, Rennes, Région Pays de la Loire), ainsi que les groupes locaux EELV Nantes et Erdre et Loire, la coordianction 44 et EELV pays de la Loire viennent de publier un communiqué de presse. Ils indiquent notamment que :

- ▶ Amazon ne crée pas d'emploi : pour un emploi créé par ces plateformes, deux sont détruits dans les commerces de proximité.
- ▶ Les implantations massives, en France, de ces entreprises aux charges fiscales avantageuses et ayant recours aux paradis fiscaux, engendrent inévitablement une situation de concurrence déloyale d'autant plus importante vis-à-vis des commerces de proximité.
- ▶ Sans oublier qu'il s'agit d'une activité fortement consommatrice en surface au sol et en énergie , deux ressources précieuses en temps de crise écologique.

Ils concluent : "**...nous réaffirmons notre soutien au commerce de proximité et à l'emploi local, nous nous opposons à l'installation d'Amazon et à son développement en France (...)**"

Pour lire le communiqué, [cliquer ici](#).

▶ **2 juillet : NewsLetter de Greenpeace**

Au sommaire de cette newsLetter : Greenpeace à l'assemblée nationale, l'affaire du siècle : nouvelle étape, Le soleil se couche sur Fessenheim, Élevage industriel : 10 chiffres choc.

Pour lire cette NewsLetter, [cliquer ici](#).

Les brèves en juin 2020

► 24 juin : La mobilisation mondiale pour George Floyd et contre le racisme continue

La pétition relayée sur ce blog le 5 juin a recueilli plus de 18 millions de signatures. La BBC et 12 autres pays ont diffusé une vidéo de jeunes qui sont mobilisés.

Pour voir cette vidéo (en anglais), [cliquer ici](#).

► 17 juin : Pour rester chez soi, il faut un chez soi !

Cette pétition, qui a été relayée sur ce blog, qui réclamait des moyens nécessaires pour loger tous les SDF pendant cette période de confinement, a recueilli près de 110 000 signatures et a eu un effet positif, même si tous les SDF n'ont pas été logés.

Le tribunal administratif, saisi en référé par plusieurs associations au sujet des 400 personnes encore à la rue le long du canal Saint-Denis, a donné en grande partie raison dans une décision rendue le 5 juin 2020. Il a en effet ordonné aux préfetures d'Ile-de-France, de police de Paris et de la Seine-Saint-Denis et aux villes concernées d'installer des points d'eau, des sanitaires et des bennes de grande capacité, ainsi que de procéder à la distribution de masques et de gels hydroalcooliques dans un délai de 8 jours et pendant toute la période d'état d'urgence sanitaire.

Oui, les mobilisations peuvent être utiles !

► 15 juin : Quel objectif pour l'élection municipale ?

Habituellement, les listes en concurrence présentent des objectifs à promouvoir ou à préserver dans la commune pour les citoyennes et citoyens : plus/moins de transports en commun et de pistes cyclables / de place pour la voiture, plus/moins de maisons individuelles / d'appartements, plus / moins de place pour la nature / pour l'urbanisation, plus / moins de démocratie participative, ...etc.

Mais à Sainte-Luce, la liste du maire sortant vient d'inventer un nouveau style d'objectif :

"Mobilisez-vous pour Jean-Guy Alix" est un mot d'ordre que l'on retrouve sur plusieurs de leurs documents.

Il faut 'sauver le soldat Alix' ? Se sentirait-il menacé ?

► 8 juin : Georges Floyd, la protestation devient mondiale

Un peu partout aux USA, les manifestations pacifiques continuent. Et, malgré l'attitude de Trump, des gouvernements d'Etats décident de réformer leur police, comme au Minnesota où Georges Floyd a été tué.

De plus, ce mouvement devient international. Des manifestations ont lieu à Londres, Berlin, Pretoria, et même Sydney (20 000 personnes).

En France, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs grandes villes et ont réuni 23 000 personnes.

Rapidement, le gouvernement a annoncé que le racisme dans la police était illégal, que l'immobilisation par étranglement allait être interdite, que la justice devait enquêter sur les cas suspects, ... C'est un premier pas important obtenu par cette mobilisation contre la dérive violente et raciste de l'autorité policière.

A suivre ...



Omar Sy a bien compris l'urgence d'agir



« Je mesure 1,92 m, je suis noir, je leur ressemble. Est-ce qu'il peut m'arriver la même chose qu'à eux demain ? »

Ce jeudi 4 juin, la personnalité préférée des Français-es qui soutient Assa Traoré depuis la mort de son frère en 2016, lançait un appel vibrant sur Change.org adressé aux responsables politiques ; « Réveillons-nous » pour réclamer une police digne de notre démocratie. Maintenant plus que jamais, c'est le moment de faire avancer le combat de familles meurtries mais courageuses qui n'arriveront jamais à faire le deuil de leur défunts tant que justice ne sera pas rendue.

"George Floyd et Adama Traoré avaient des points communs.

Tenons bon à notre tour, armons-nous de courage, soyons vigilants, ne laissons plus passer quatre années pour demander des comptes. La mort d'un homme dans le cadre d'un usage disproportionné et abusif de la force doit être réprimée.

Regardons devant nous, ayons le courage de dénoncer les violences policières qui sont commises en France. Engageons-nous à y remédier.

Réveillons-nous.

Unissons-nous."

Omar Sy

[Pour signer la pétition, cliquer ici](#)

► 5 juin : Justice pour Georges Floyd

Plus de 13 millions de personnes se mobilisent en ce moment même sur Change.org pour obtenir justice pour George Floyd et sa famille. La pétition lancée par Kellen, jeune fille de 15 ans originaire de l'Orégon aux Etats Unis, est devenue la plus grande pétition de l'histoire de notre plateforme.

[Pour signer la pétition, cliquer ici](#)

En France aussi, des personnes meurent de violences policières



- *Signer la pétition du collectif de famille de victimes de violences policières, "Laissez nous respirer", [en cliquant ici](#)*
- *Voir le site internet de Vies volées [en cliquant ici](#)*
- *Voir la page Facebook La vérité pour Adama, [en cliquant ici](#).*

Les brèves en mai 2020

► 27 mai : Pour rester chez soi, il faut un chez soi ! Le collectif d'associations saisit de nouveau le juge administratif.

Notre collectif saisit de nouveau le juge administratif !

Les droits fondamentaux des personnes vivant sur les campements du canal Saint-Denis sont quotidiennement bafoués !

Une coalition de collectifs et associations dépose un référé liberté pour demander un accès à l'eau et à l'hygiène, une mise à l'abri inconditionnelle, et l'arrêt des démantèlements sauvages pour les exilés vivant sur les campements du canal Saint Denis.

Pour lire la mise à jour de la pétition et la signer (comme plus de 100 000 personnes), [cliquer ici](#).



► 22 mai : Centrale nucléaire de Tricastin, 40 ans, ça suffit !

Le dimanche 31 mai 2020, le réacteur n°1 de la centrale nucléaire du Tricastin atteindra sa date de péremption. Cela fera exactement 40 ans qu'il est connecté au réseau électrique.

Cette centrale, arrivée en fin de vie, présente de nombreuses failles qui justifient sa mise à l'arrêt et son démantèlement. Pourtant, EDF tente d'imposer sa prolongation d'au moins dix ans, en y réalisant des travaux coûteux mais insuffisants.



Le combat pour la mise à l'arrêt et le démantèlement de cette vieille centrale continue, alors on se mobilise le 28 mai !

Compte tenu du contexte actuel de crise sanitaire, nous proposons une mobilisation en ligne pour que tou-ttes les citoyen-nes puissent transmettre ce message à l'ASN et EDF : **“Ne prolongez ni la centrale du Tricastin, ni aucune autre au-delà de 40 ans !”**

Pour participer à cette mobilisation, [cliquer ici](#).

18 mai : -* COVID-19 : AUGMENTATION SIGNIFICATIVE DES SALAIRES POUR LEUR DÉVOUEMENT !

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, DEPUIS L'UN DE VOS DERNIERS DISCOURS, VOUS ET TOUT VOTRE GOUVERNEMENT, NE CESSAIENT DE FÉLICITER ET REMERCIER TOUTES CELLES ET TOUS CEUX GRÂCE À QUI NOTRE PAYS A TENU ET TIENT DEBOUT MALGRÉ CETTE CRISE SANITAIRE

1/ VOUS ENVISAGIEZ DE LEUR FAIRE VERSER



UNE PRIME QU'ILS N'ONT TOUJOURS PAS VUE. MAIS UNE PRIME N'EST PAS SUFFISANT !

2/ VOUS ANNONCEZ MAINTENANT VOULOIR LEUR DÉCERNER UNE MÉDAILLE. MAIS ILS N'EN VEULENT PAS CAR ILS NE SE CONSIDÈRENT PAS COMME DES HÉROS !

**- VOUS DEVEZ SIMPLEMENT RECONNAÎTRE LEUR "UTILITÉ SOCIALE".
▶ AVANT DE LEUR DEMANDER DE "TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER PLUS" COMMENCEZ PAR LEUR PAYER LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES.**

C'EST POURQUOI, LES VRAIS "PREMIERS DE CORDÉE" (le personnel soignant (infirmièr(e)s, aides à domicile), le personnel des magasins d'alimentation, les chauffeurs livreurs, les livreurs Uber et Deliveroo, les boulangers, les éboueurs, les femmes de ménage, les agents de sécurité, les enseignants, les pompiers, etc... tous ceux qui contribuent à nous soigner, nous alimenter, nous sauver, nous rendre la vie moins difficile tout en exposant leur santé et celle de leurs familles) MÉRITENT UNE AUGMENTATION DE SALAIRE POUR LEUR DÉVOUEMENT SANS FAILLE.

MAINTENANT.

Pour signer la pétition, [cliquer ici](#).

**▶ 15 mai 2020 : La République a mauvaise mine en Guyane
Emmanuel Macron a pris ses distances avec le projet Montagne d'or, destiné à devenir la plus grande mine de France. Mais l'augmentation des permis aurifères octroyés à des multinationales comme le projet Espérance le montrent : l'industrialisation de la filière aurifère en Guyane est toujours en marche en 2020.**

En plein confinement, le nouveau projet de méga-mine à ciel ouvert de la compagnie Espérance a reçu le feu vert de la commission des mines alors que ses dirigeants sont poursuivis par le parquet de Cayenne pour pollution environnementale.

Pour en savoir plus sur ce projet, lire la tribune publiée par Libération [en cliquant ici](#).

Le collectif Or de question qui regroupe des ONG locales et nationales, demande au gouvernement français l'arrêt immédiat des projets de méga-industrie minière. L'économie guyanaise doit s'orienter vers un développement écologiquement et socialement soutenable. Leur pétition a déjà recueilli plus de 500 000 signatures.

Pour la signer, vous aussi, [Cliquez ici](#).

► 15 mai : Bien nommer les choses...



► 14 mai : Lu dans Ouest-France

Océans : le niveau pourrait monter d'1,3 m d'ici à 2100

Le niveau des océans pourrait monter de 1,3 mètre d'ici à la fin du siècle, si le réchauffement climatique atteint 3,5 °C, avertissait, vendredi, un panel de 106 experts internationaux. Et d'ici l'an 2300, avec la fonte des calottes glaciaires en Arctique et au Groenland, la montée du niveau des mers pourrait dépasser les 5 mètres. Or, quelque 770 millions de personnes,

un peu moins de 10 % de la population mondiale, vivent à moins de 5 m au-dessus du niveau de la mer.

Ces nouvelles projections sont plus inquiétantes que celles des experts climat de l'Onu (Giec), qui estimaient en septembre que les océans pourraient monter de 50 cm d'ici à 2100 dans le meilleur des cas, de 84 cm dans le pire.

► 12 mai : Climat : stop à l'argent sale (Greenpeace)

Emmanuel Macron, qui entre aujourd'hui dans sa quatrième année de mandat, n'a toujours rien fait pour diminuer l'empreinte carbone de notre pays et n'a pas contraint les entreprises françaises à respecter l'Accord de Paris. Alors que la planète brûle, les pollueurs ne doivent plus s'enrichir sur le dos de l'environnement. Nous pouvons dès maintenant les stopper.

Il faut agir : il est temps d'appliquer l'Accord de Paris aux multinationales en leur fixant des objectifs annuels et contraignants de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, sous peine d'une interdiction ferme de verser des dividendes à leurs actionnaires. C'est une manière efficace de détruire l'intérêt des marchés financiers pour les activités climaticides.

Pour prendre part à cette action, [cliquer ici](#).

► 12 mai : gestes barrière...



- Tu crois qu'on a le droit de faire des bisous ?

- Oui. On dira aux grands qu'on a bien fait attention à la barrière, y'a que ça qui compte en ce moment ❤️

► 10 mai : Pour rester chez soi, il faut un chez soi ... suite

Suite à cette pétition demandant d'héberger tous les sans abri, qui a recueilli 59 000 signatures, un courrier a été reçu du ministre Julien Denormandie pour expliquer les actions réalisées.

Les initiateurs de la pétition ont répondu, par exemple, : **"Comme vous le dites vous-même, "Malgré l'effort constant de l'Etat, des collectivités et des associations, il reste des personnes à la rue".**

C'est de cela justement que nous ne nous satisfaisons pas.

Les associations signataires de notre pétition travaillent depuis des années, voire des décennies, pour que cela change. Mais rien ne change. (...)

Partout en France, des gens restent à la rue. (...)

C'est pourquoi, tous les signataires de notre pétition demandent un logement digne et inconditionnel pour tous, pour aujourd'hui et pour demain !"

Vous aussi, vous pouvez signer cette pétition [en cliquant ici](#).

► 3 mai : Pour encadrer le prix des masques

Après avoir dit que le masque ne servait à rien pour les non malades, il devient conseillé et même obligatoire dans les transports en commun. Dont acte.

Mais quid du prix des masques ? Tout le monde doit en recevoir, ou tout au moins en acheter à bas prix.

Or le gouvernement n'encadre que le prix des masques jetables en papier (4 heures maximum) à 0,95€ (près de 1€ !). Les pauvres devront-ils choisir entre en acheter ou manger ? Quant aux masques lavables, les prix (non encadrés) peuvent aller jusqu'à 5 ou 10 € .

C'est une question de santé publique, les masques sont un produit de première nécessité, il faut encadrer le prix des masques. Par ailleurs, les assurances enregistrent des profits record puisqu'elles perçoivent le même niveau de primes alors qu'elles doivent rembourser moins de sinistres (baisse des accidents de la route, réduction des cambriolages...). **"Les assurances doivent être au rendez-vous"** a annoncé le Président de la République. Un impôt exceptionnel sur ces profits permettrait de financer la mise à disposition de masques pour les personnes en détresse économique.

Pour signer la pétition exigeant le plafonnement des prix des masques et la gratuité pour les plus pauvres, [cliquer ici](#)

► 1er mai : manif des enseignants...



Les brèves en avril 2020

► 27 avril : Lettre électronique de 'Ensemble Pour Sainte-Luce'

(...)"Les colistiers de la liste Ensemble pour Sainte-Luce, poursuivent leur réflexion sur le programme et également sur des propositions d'actions que nous pourrions mener dans cette période si particulière. Il s'agit pour nous, avant tout, d'anticiper « l'après-crise ». Par ailleurs, nous avons d'ailleurs déjà pris plusieurs initiatives :

- lancement d'un appel à confection de masques. Pour lire l'appel, [cliquer ici](#),
- réalisation de dessins par les enfants pour les résidents de la maison de retraite,

► réflexion au sujet d'une initiative « confidences de confinés » pour récolter des témoignages de la vie quotidienne pendant cette période de confinement avec la création prochaine d'un blog sur des témoignages de Lucéens,

► réflexion sur les mesures à prendre pour réussir au mieux le déconfinement dans la commune (écoles, crèches...) à partir du 11 mai,

► ouverture d'une page spéciale « Covid 19 » sur notre site avec des informations utiles régulièrement actualisées. Lien vers cette page : [cliquer ici](#)

Pendant cette crise, nous avons choisi de privilégier l'action et le travail en commun, [avec la majorité municipale] plutôt que la polémique,(...)"

Pour lire l'écho donné par Ouest-France à cette information, [cliquer ici](#).

► 27 avril : Un inspecteur du travail mis à pied par 'sa' ministre

Depuis le 15 avril Anthony Smith, un inspecteur du travail de la Marne, ancien secrétaire général de la CGT-TEFP (travail emploi formation professionnelle), membre de son bureau national et représentant des inspecteurs du travail a été mis à pied par la Ministre du Travail Muriel Pénicaud. Que lui reproche-t-on ? D'avoir prescrit l'utilisation de masques pour les aides à domicile, tout en adressant régulièrement des lettres de rappel de la réglementation aux entreprises de son secteur. En réalité, Anthony Smith a simplement fait son travail : protéger les salariés.

Exigeons la levée immédiate des sanctions contre Anthony !

Pour lire le tract intersyndical sur cette affaire, [cliquer ici](#).

Pour signer la pétition (déjà signée par 108 000 personnes) [cliquer ici](#).

► 27 avril : Lettre électronique de 'Ensemble Pour Sainte-Luce'

(...)"Les colistiers de la liste Ensemble pour Sainte-Luce, poursuivent leur réflexion sur le programme et également sur des propositions d'actions que nous pourrions mener dans cette période si particulière. Il s'agit pour nous, avant tout, d'anticiper « l'après-crise ». Par ailleurs, nous avons d'ailleurs déjà pris plusieurs initiatives :

► lancement d'un appel à confection de masques,

► réalisation de dessins par les enfants pour les résidents de la maison de retraite,

► réflexion au sujet d'une initiative « confidences de confinés » pour récolter des témoignages de la vie quotidienne pendant cette période de confinement avec la création prochaine d'un blog sur des témoignages de Lucéens,

► réflexion sur les mesures à prendre pour réussir au mieux le déconfinement dans la commune (écoles, crèches...) à partir du 11 mai,

► ouverture d'une page spéciale « Covid 19 » sur notre site avec des informations utiles régulièrement actualisées. Lien vers cette page : [cliquer ici](#)

Pendant cette crise, nous avons choisi de privilégier l'action et le travail en commun, [avec la majorité municipale] plutôt que la polémique,(...)"

► **27 avril : Revirement du gouvernement sur les paradis fiscaux**

Jeudi, Bruno Le Maire a annoncé qu'il n'y aurait pas d'aide de l'Etat pour les entreprises françaises ayant leur siège ou des filiales dans un paradis fiscal. Pourtant, presque au même moment à l'Assemblée nationale, la majorité a écarté cet amendement du projet de loi de finances rectificative.

Exigeons du gouvernement français que les aides publiques (notamment celles au chômage partiel) ne soient pas allouées à des entreprises qui versent encore des dividendes, qui rachètent leurs actions et qui sont toujours présentes dans les paradis fiscaux !

Pour cela, signer la pétition [en cliquant ici](#).

► **25 avril : Macron et l'agriculture industrielle**

La visite du président Macron jeudi dernier dans un symbole de l'agriculture industrielle, où fruits et légumes sont cultivés sans terre, mais avec une nourriture artificielle, a provoqué des remous. La visite par Emmanuel Macron de serres de tomates à Cléder (29) a mis en avant "le modèle agricole le plus déconnecté du monde vivant", selon la Fédération nationale d'agriculture biologique, qui dénonce "***l'absence totale de vision écologique de l'Élysée***".

► **24 avril : La crise de l'hôpital public en 3minutes 35**

C'est une analyse claire et rapide, par une vidéo de 3 mn35.

Pour la visionner, [cliquer ici](#).

► **24 avril : Des nouvelles de l'incendie à Tchernobyl**

Nouveau communiqué du laboratoire indépendant de la CRIIRAD.

Le niveau de contamination de l'air en France, par les panaches issus des incendies qui se sont déroulés du 4 avril à ce jour en Ukraine n'est pas un sujet d'inquiétude : l'activité moyenne du césium 137 dans l'air est restée très faible.

A Kiev, la concentration en césium 137 (radioactif) dans l'air, a augmenté ponctuellement certains jours de plus de 700 fois au-dessus du niveau « habituel », mais pas suffisante pour entraîner une augmentation mesurable du niveau de rayonnement gamma ambiant. Mais on ne dispose pas de tous les éléments pour faire une évaluation complète, en particulier les teneurs en plutonium, américium, strontium 90.

A Tchehnohyl, il y a inquiétude pour les pompiers, militaires et autres personnes qui interviennent directement dans la zone d'exclusion, et également pour les habitants des zones proches. De plus, il n'y a pas d'information sur le strontium 90 ainsi que les transuraniens (plutonium et américium) qui sont très radiotoxiques.

Les incendies semblent maintenant maîtrisés, mais ils se sont approchés à moins d'un kilomètre de la centrale accidentée. La CRIIRAD est inquiète sur la sûreté des installations nucléaires et des entreposages de déchets qui sont particulièrement nombreux dans la zone d'exclusion. Alerte aussi sur les systèmes électriques de refroidissement des combustibles irradiés entreposés en piscine.

► **23 avril : Le Medef et l'intérêt général**

Le Medef vient d'adresser une demande au gouvernement de reporter l'application de règlements concernant la transition écologique et énergétique concernant la limitation de la pollution des automobiles pour améliorer la qualité de l'air, l'interdiction de détruire des invendus, l'application de la stratégie bas carbone, et l'application du principe pollueur -payeur dans certains cas, ...

On ne saurait trop conseiller au gouvernement de subordonner sa réponse à celle de deux acteurs déterminants en matière de climat :

- ▶ Le soleil pour lui demander de la mettre un peu en veilleuse,
- ▶ le gaz carbonique, pour lui demander de cesser un peu de se répandre dans l'atmosphère, de façon à laisser le temps aux grands groupes capitalistiques, représentés par le Medef, de rétablir le niveau de leurs profits... Ils comprendront bien qu'il y va de l'intérêt général !

▶ **23 avril : Le rôle de la Banque Européenne d'Investissement**

En novembre dernier, la Banque européenne d'investissement (BEI) a décidé de renoncer au financement des combustibles fossiles. En ce moment même, la BEI demande au public ce qu'il pense de sa feuille de route à long terme pour devenir la "**Banque de l'Union Européenne pour le climat**".

Leur consultation en ligne n'est ouverte que jusqu'à ce vendredi 24 avril, et nous devons nous assurer que cette institution publique entende haut et fort les priorités des citoyens européens. Grâce à un modèle de lettre, '350.org' rendu très facile de faire entendre votre voix dans cette consultation. Vous pouvez dire à la banque combien il est important de faire ce bon choix et d'assurer une réponse juste de l'Europe et du monde après la pandémie.

Contenu de la lettre (en anglais) :

- ▶ Comblent les lacunes qui subsistent en matière de financement des énergies fossiles
- ▶ Utiliser la contribution de la BEI au plan de relance économique lié au Covid-19 pour mettre en place un véritable "Green Deal" européen, qui soutienne les travailleurs et les services publics et une transition rapide vers les énergies renouvelables, en Europe et au-delà ;
- ▶ Assurer un financement solide et équitable de la transition pour les travailleurs et les communautés qui dépendent des combustibles fossiles.

Pour envoyer ce mail, recopiez le modèle (par copier/coller). Pour ouvrir le modèle, [cliquer ici](#).

▶ **23 avril : pas de sécurité sanitaire chez MacDo**

McDonald's est en train de rouvrir 30 restaurants partout en France. Pourtant, dans les 12 restaurants restés ouverts depuis mi-mars, les équipes n'ont ni gants, ni masques, et les distances de sécurité ne sont pas respectées. Signez la pétition pour demander aux grandes entreprises comme McDonald's d'arrêter de jouer avec la santé de leurs employés !

Pour signer la pétition, [cliquer ici](#).

▶ **18 avril : Les conditions de sortie du confinement**

Interviewé par le quotidien italien La Repubblica et par France Inter, le Pr Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique chargé d'éclairer le gouvernement sur cette crise sanitaire, a émis quelques bémols sur la promesse du président Macron d'entamer le déconfinement le 11 mai.

En évoquant les masques, il a déclaré « **Je suis extrêmement clair : si on n'a pas les prérequis il faut rester confinés (...)** ». Et à propos des tests, il a exprimé ses doutes : dans les zones les plus infectées on est à environ 10 % d'immunité, soit très loin des 60 % nécessaires pour stopper l'épidémie. D'autant plus que l'immunité de tous les anciens malades ne semble pas tout à fait avérée.

Cela nous oblige à revenir à la dernière déclaration télévisée du président Macron : plutôt que de marteler cette date du 11 mai (comme il avait martelé « **Nous sommes en guerre** »), il aurait paru plus sérieux d'évoquer une sortie possible à la mi mai, SI plusieurs conditions étaient réalisées (masques et tests en nombre, baisse confirmée des admissions et décès, ...), de préciser les étapes de

ce déconfinement, ainsi que les objectifs d'une relance économique et des débats à ouvrir (et comment)...

► **16 avril : Justice pour les médecins étrangers**

"Ces médecins à diplôme étranger qui luttent au quotidien méritent la reconnaissance de la République pour leur engagement en première ligne alors que leur salaire est souvent dérisoire par rapport à ceux de leurs collègues, et qu'ils risquent de retourner à la précarité et à l'incertitude sur leur avenir en France une fois la crise surmontée." La pétition adressée au président et premier ministre demande **"d'engager immédiatement l'intégration pleine et entière dans le système de santé (égalité de statut, de déroulement de carrière et de rémunération, avec une reconnaissance immédiate fondée sur les attestations de services effectués pendant la crise)"**.

Pour la signer, [cliquer ici](#).

► **15 avril : Incendie inquiétant à Tchernobyl**

Grâce aux pluies et aux interventions des pompiers, ces incendies, qui étaient à quelques centaines de mètres de la centrale nucléaire de Tchernobyl, sont arrêtés.

Mais, d'après la CRIIRAD (laboratoire indépendant), ils **"ont entraîné une augmentation ponctuelle de plus de 700 fois* de la concentration en césium 137 dans l'air de la ville de Kiev située à plus de 100 kilomètres au sud de la centrale de Tchernobyl. De nombreuses questions restent posées sur l'impact radiologique de ces incendies pour les pompiers, les populations riveraines, (...)"**

D'après la CRIIRAD, les prélèvements effectués dans les balises de surveillance de Roman-sur-Isère et Montélimar, les traces de Césium 137 restent en dessous des limites de détection (< 6 µBq/m³).

Pour lire le communiqué complet de la CRIIRAD, [cliquer ici](#).

► **13 avril : Brétignolles/Mer : La ZAD démantelée manu militari en plein confinement**

Un grand nombre de gendarmes guidés par hélicoptère ont démantelé la « ZAD de la Dune » le 8 avril, en pleine période de confinement.

Suite à cela, des élus et du personnel municipal, accompagnés d'environ 70 volontaires brétignollais, ont participé à une opération commando de démantèlement du camp en incendiant et vandalisant les biens des occupants de la ZAD.

C'était donc, aux yeux du Préfet et du Maire, la chose la plus urgente à faire, sans tenir compte du confinement !....

Pour lire l'article de Reporterre, [cliquer ici](#)

ATTAC44 est solidaire avec la ZAD de la Dune et exprime son opposition au projet de port de Brétignolles. La mobilisation contre ce projet et malgré cette expulsion ne cessera pas.

EELV Pays de la Loire écrit : **« Le monde d'après devra être celui qui se prépare à affronter le dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité. Nous avons besoin de préserver nos territoires et nos traits de côte. Plus que jamais, nous veillerons à ce que les atteintes à l'environnement ne se démultiplient pas. »**

► **12 avril : Recette de pâte au chocolat à tartiner SANS HUILE**

Cette période de confinement nous donne un peu plus de temps pour cuisiner (et moins de facilité pour faire des courses). Voici une recette de pâte à tartiner écologique, sans huile et bonne pour la santé, et remplacera sans problème une pâte célèbre à base d'huile de palme. Cette recette marche bien : je l'ai expérimenté auprès de mes 7 petits enfants.

Dans un premier temps, on fait une pâte à base de ... haricots blancs, qui sera utilisée pour la chocolade (pâte à tartiner), mais qui peut aussi servir de base à un gâteau fondant au chocolat (le haricolat).

Vous aurez les deux recettes en cliquant sur le lien suivant [cliquer ici](#).

► **9 avril : Plus jamais ça ! Signons pour le jour d'après**

Oxfam France vient de sortir un rapport : dans le monde, la crise du coronavirus pourrait faire basculer un demi-milliard de personnes supplémentaires dans la pauvreté.

En France, nous avons lancé hier une pétition nationale avec 14 autres organisations pour défendre 4 mesures d'urgence et 3 de long terme, les plus à même de sauver des vies, soutenir les plus vulnérables et répondre durablement à la crise sociale et climatique. (Action Non-Violente COP 21, Alternatiba, les Amis de la Terre France, Attac France, CCFD Terre Solidaire, Confédération paysanne, CGT, Convergence nationale des Services Publics, Fédération syndicale unitaire (FSU), Fondation Copernic, Greenpeace France, Oxfam France, Reclaim Finance, Union syndicale Solidaires, 350.org)

La crise sanitaire actuelle a mis le monde à l'arrêt tout en le précipitant dans l'urgence : celle de sauver des vies. Celle, aussi, de repenser et reconstruire un système qui, la preuve vient d'en être dramatiquement donnée, ne mène qu'à l'impasse.

Pour lire les mesures demandées, [cliquer ici](#).

Pour signer la pétition, [cliquer ici](#).

► **8 avril : Non au sauvetage inconditionnel du secteur aérien**

Depuis deux semaines, les compagnies aériennes, qui ont vu leur activité réduite de 70 à 90 % .

Plusieurs États ont déjà pris des mesures de soutien au secteur, comme les États-Unis qui ont annoncé fin mars un plan de 50 milliards de dollars destiné aux compagnies aériennes.

En France, le Gouvernement a décidé mercredi dernier de reporter le prélèvement de certaines taxes dues par les compagnies aériennes et d'étaler leur remboursement en 2021 et 2022, avec l'aval de Bruxelles. Une aide financière plus massive en soutien d'Air France-KLM est également envisagée.

Une mobilisation internationale des ONG environnementales

Face à ces plans de sauvetage, de très nombreuses ONG se mobilisent, considérant qu'en échange de ces sommes d'argent public octroyées en période difficile, les compagnies aériennes doivent accepter des réglementations plus strictes et payer leur juste part de taxes lorsque la crise sera passée. Une lettre ouverte adressée aux gouvernements, associée à une pétition internationale, est publiée ce lundi par plus de 250 ONG.

Nous demandons :

1. Priorité aux employés
2. Une transition juste vers une mobilité respectueuse du climat
3. Pas de sauvetages sans une fin des exemptions fiscales

Pour plus de précisions et pour signer la pétition [cliquer ici](#) ;

► **6 avril : Les 'globalisateurs' à l'oeuvre :**

L'annonce de Bruno Latour, prévoyant que ceux qu'il appelle les 'globalisateurs' vont profiter de la situation pour « se défaire du reste de l'État providence, du filet de sécurité des plus pauvres, de ce qui demeure encore des réglementations contre la pollution » se trouve vérifié. ***Pour relire***

l'article, [cliquer ici](#)

Ouest-France de ce 6 avril énumère ces mesures déjà prise dans le monde :

► ***L'Etat américain vient de suspendre les lois environnementales traitant de la pollution de l'air***

et l'eau. L'administration Trump a également réduit les normes d'émission polluantes des voitures.

▶ Au nom de la crise sanitaire, la Pologne et la République Tchèque demandent l'abandon du pacte vert européen qui doit faire émerger une économie post-carbone.

▶ L'Indonésie a supprimé le contrôle sur le bois précieux des forêts tropicales commercialisé. Autrement dit, la fraude est légalisée...

▶ En France, dans plusieurs grandes villes comme à Paris, il n'y a plus de tri des déchets recyclables. D'autre part, les très petites avancées sur l'épandage des pesticides de synthèse (recul de 5 ou 10 mètres des habitations) sont remises en cause par la FNSEA. Et c'est déjà le cas dans 25 départements du Grand Ouest !

Les pollueurs ne renoncent jamais ! A nous d'être vigilants dès maintenant.

.

▶ 4 avril : Promenade ...

.

.

.

.

.



▶ 1er avril : Les EHPAD tirent la sonnette d'alarme.

Hier, le bilan des décès du Covid-19 s'élevait à plus de 3 500 personnes. Mais depuis le début de la crise sanitaire, seuls les décès en milieu hospitalier sont comptabilisés. Le décompte ne prend pas en compte les décès dans les Ehpads. Valérie vient de lancer une pétition pour que nos aînés ne meurent plus dans l'indifférence nationale. **Signez sa pétition 'Comptabiliser les décès COVID-19 en EHPAD pour la dignité des personnes âgées' [en cliquant ici](#).**

Les brèves en mars 2020

► 31 mars : allons-nous bientôt manquer de bouteilles d'oxygène pour soigner les malades atteints du Covid-19 ?

L'usine de Luxfer Gerzat est l'unique producteur européen de bouteilles d'oxygène médical. Pourtant il y a un an, la direction de Luxfer a décidé de fermer définitivement l'usine et de licencier tous les effectifs malgré des bénéfices en augmentation de 55%. Aujourd'hui, Alex et les ex salariés de l'usine demandent la



nationalisation et la réouverture de la production pour éviter la pénurie au moment où les hôpitaux et les malades en ont le plus besoin. Aidez-les !

Une pétition à l'attention du président Macron a déjà recueilli 115350 signatures.

Pour signer cette pétition, [cliquer ici](#).

► 31 mars : Débat autour de l'ouverture du marché hebdomadaire de Sainte-Luce

Un débat s'est déroulé à propos de cette ouverture sur le site facebook de la mairie de Sainte-Luce :

Sous le titre « le centre-ville », avec l'intervention de Sophie Dnx (?) qui écrit par exemple

« J'en ai vraiment marre de lire des commentaires négatifs de tous les soutiens le la liste Ensemble pour Sainte-Luce a mon humble avis le temps n'est pas à la politique ! (...) ».

En recherchant les autres messages, on trouve la réponse de la liste Ensemble pour Sainte-Luce (pour la lire [cliquer ici](#)), ainsi que la mienne.

Pour que les choses soient claires, voici la mienne :

« A Sophie Dnx : « le temps n'est pas à la politique », écrivez-vous, mais vous faites exactement le contraire, puisque, selon vous, être contre l'ouverture du marché, c'est le signe qu'on est partisan de la liste « Ensemble pour Saite-Luce » !

Pour ma part, je suis un client régulier et un soutien fidèle du marché hebdomadaire.

J'approuve donc la décision de maintenir ce marché, qui se déroule dans des conditions sanitaires aussi sûres (et peut être meilleures, pour le moment), que dans les supermarchés.

Mais c'est une position tout à fait personnelle : d'autres personnes de la liste menée par Anthony Descloziers sont sans doute en désaccord avec moi.

Mais chaque citoyen a le droit d'avoir un avis dès lors qu'il admet l'avis des autres et qu'il respecte les consignes de confinement pour le bien de tous.

De ce point de vue, samedi dernier, j'ai été surpris que Monsieur le maire passe toute la matinée à tourner autour du marché, discuter avec tout le monde, ..., alors que la police municipale

(avec masque) était très attentive au respect des consignes de sécurité et alors que les recommandations nationales invitent les personnes de plus de 70 ans (dont je fais partie) à limiter les sorties plus que les autres. Je ne suis pas certain que cela soit un bon exemple.

Et je vous signale que cette interrogation très concrète n'a strictement rien à voir avec telle ou telle étiquette politique.

Cordialement. Patrick Cotrel. »

.
.



► 31 mars : Dangers...

► 30 mars ; Selon *Le Monde*, Coronavirus : la pollution de l'air est un « facteur aggravant », alertent médecins et chercheurs

Les épandages agricoles ont été à l'origine de pics de pollution en Ile-de-France et dans le Grand-Est ce week-end. Un collectif appelle l'Etat à les « limiter drastiquement ».

Ce week-end, un premier épisode de pollution printanier a été constaté en plusieurs points du territoire, notamment en Ile-de-France et dans le Grand-Est, les deux régions les plus touchées par la propagation de l'épidémie de Covid-19. Car, si les mesures de confinement ont permis de réduire la pollution liée au trafic routier avec une chute spectaculaire des émissions d'oxydes d'azote, elles n'ont pas eu d'effet sur les niveaux de particules fines, les plus dangereuses pour la santé, car elles pénètrent profondément dans les voies respiratoires.

Outre le chauffage résidentiel au bois, cet épisode de pollution se caractérise par « une part importante de particules secondaires formées à partir d'ammoniac et d'oxydes d'azote, l'ammoniac étant issu majoritairement des épandages de fertilisants (=engrais chimiques épandus actuellement dans les champs) », rappelle Atmo Grand-Est, l'organisme chargé de la surveillance de la pollution de l'air dans la région. « une exposition chronique à la pollution de l'air est un facteur aggravant des impacts sanitaires lors de la contagion par le Covid-19 ».

Pour lire l'article du Monde, [cliquer ici](#).

► 29 mars : Interview de Gaël Giraud, économiste, sur la sortie de crise

Regard critique de Gaël Giraud sur la spécificité de cette crise et les remises en cause indispensables à la sortie de la crise actuelle.

Pour écouter cet entretien, [cliquer ici](#) et pointer sur 2h20 après le début de l'émission.

► 28 mars : L'arroseur arrosé. Mais quelles éclaboussures ?

Le premier ministre anglais, Boris Johnson, était opposé aux mesure de confinement obligatoire. Il parlait même de laisser l'ensemble de la population être infecté pour avoir une immunisation générale... Et il ne manquait pas de serrer de très nombreuses mains pour bien illustrer sa conviction.

Las ! Le voilà lui-même infecté, ainsi que son ministre de la santé. Souhaitons lui, quand-même qu'il s'agisse d'une forme bénigne de la maladie.

Mais on ne peut s'empêcher de poser la question : combien de personnes a-t-il infecté ???

► 28 mars : Coronavirus et pays pauvres : plusieurs appels...

- **Appel de Oxfam France :**
"Aujourd'hui, face à l'épidémie de coronavirus, le constat est clair et le risque humanitaire réel : la moitié de la planète n'a pas accès à des services de santé de base. Endiguer l'épidémie avant qu'elle n'atteigne les zones les plus fragiles du globe est une priorité."
 Pour lire l'appel de Oxfam, [cliquer ici](#).
- **Appel d'Amnesty International :**
"Tandis que la pandémie de coronavirus se propage à travers le monde, il est urgent d'agir afin de sauver les vies d'un nombre incalculable de Syriens à risque."
 (Kristyan Benedict, responsable de la réponse aux crises pour Amnesty International)
 Pour lire la lettre d'Amnesty, [cliquer ici](#).
- **Et aussi : Médecins du Monde [site](#)**
L'Union des Organismes de Secours et Soins Médicaux (Syrie) : pour lire la lettre, [cliquer ici](#)
Les Restau du coeur [cliquer ici](#).

► **27 mars : La mairie de Sainte-Luce condamnée**

Le juge des référés du tribunal Administratif de Nantes vient de condamner, le 23 mars, la mairie de Sainte-Luce à verser une astreinte de 2000€ à chacune des 5 familles roms qui s'étaient vu refuser la délivrance une attestation de domiciliation sur la commune.

Ces familles sont présentes depuis 2018 sur le campement de la route de la Haute Madeleine. Lassés par le refus de la mairie de leur établir cette attestation, elles ont porté l'affaire en référé devant le tribunal administratif en janvier. Ce tribunal leur a donné raison, mais le maire a persisté dans son refus. Nouveau jugement en référé le 11 février dans le même sens, assorti d'une astreinte de 200 € par jour de retard pour chaque famille.

Et ce n'est que le 25 février qu'elles ont reçue cette attestation.

Du coup, leur avocate leur a conseillé de réclamer l'astreinte pour les 14 jours de retard depuis le dernier jugement. Et c'est ce nouveau jugement en référé qui a ordonné le paiement par la mairie de 2000€ par famille.

Précisons que ce certificat est un droit pour les personnes dans domicile fixe. Il permet de recevoir du courrier, de s'inscrire à Pôle Emploi, d'inscrire les enfants dans les écoles, de voter... Ce début d'existence administrative est inscrit dans le droit français.

A Nantes, par exemple, les SDF bénéficient de ce droit et sont domiciliés au CCAS. Outre les facilités citées plus haut, ces personnes peuvent aussi être informés de différents services mis à leur disposition (repas, bains douches, ...) et d'en bénéficier...

Comme quoi, l'entêtement à ne pas appliquer la loi peut se révéler coûteuse...

► **26 mars : le délai maximal de démarrage de l'EPR de Flamanville repoussé à 2024**

Selon Le monde, Un décret en date du 27 mars doit repousser le délai maximum de fin de ce chantier catastrophe. Rappel : le chantier a démarré en 2007, devait être terminé en 2013, pour un coût de 3,5 Milliards €. Si la nouvelle date est respectée, il y aura eu 14 ans de retard et un quadruplement du coût.

Mais il reste encore des étapes à franchir, comme la validation par l'Autorité de Sûreté Nucléaire de la technologie du robot qui va procéder à la reprise des soudures. Sans compter l'impact du coronavirus qui ralentit le chantier.

De plus, La date de 2024 est importante pour une autre raison pour Flamanville : à cette date,

EDF devra également remplacer le couvercle de la cuve du réacteur, dont l'acier est jugé défectueux et non conforme par l'ASN...

▶ 24 mars : poème d'espoir...

"C'était en mars 2020

"Les rues étaient vides, les magasins fermaient,

.....Les gens ne pouvaient plus sortir.

.....Mais le printemps n'en savait rien... "

Pour lire la suite, [cliquer ici](#).

▶ 23 mars : Tribune de Geneviève Lebouteux

"Le virus a placé toute la planète en mode pause. Et si nous mettions à profit ce 'repos forcé' pour revisiter nos valeurs et prendre conscience de l'unité du monde."

Tel est le thème de la tribune de Geneviève Lebouteux (ancienne conseillère régionale écologiste) publiée ce matin par Ouest-France.

Pour télécharger la tribune, [cliquer ici](#).

▶ 22 mars : Réfléchir ...

Pour visualiser cette vidéo de 3 minutes de Fred Vargas (voix de Charlotte Gainsbourg), [cliquer ici](#).

Attendre quelques secondes pour le téléchargement...

Pour réfléchir, aussi, vous pouvez consulter le blog de Jean Dominique Michel, (anthropologue, consultant et entrepreneur, Jean-Dominique explore depuis trois décennies les déterminants de la santé et de la performance humaine. Il a occupé différentes positions de direction et d'administration de sociétés et créé des dispositifs et structures innovants dans les secteurs privé et parapublic.

Auteur prolifique, conférencier apprécié, il a été invité à enseigner dans une quinzaine de programmes universitaires et de hautes écoles. Il est régulièrement sollicité par des médias de la presse écrite, radiophonique et télévisée pour apporter des éclairages sur les évolutions de notre société), [en cliquant ici](#).

▶ 22 mars : Rire de tout...



► 19 mars : Et pendant ce temps... le lobby des pesticides s'active en coulisse !



Le 27 novembre 2019, à la suite d'une procédure judiciaire engagée par Agir pour l'Environnement et l'Union Nationale de l'Apiculture Française, le tribunal administratif de Nice a annulé l'autorisation de mise sur le marché de deux insecticides "tueurs d'abeilles" commercialisés par la Dow Agrosciences, filiale de la multinationale de sinistre mémoire Dow Chemical (à l'origine de la catastrophe de Bhopal).

Lundi dernier, en pleine période de confinement, nous avons eu la désagréable surprise de recevoir un courrier émanant de la cour d'appel administrative de Marseille nous informant que DowAgrosciences faisait appel de la décision, espérant ainsi pouvoir commercialiser en catimini ses deux insecticides !

Avec nos amis de l'UNAF, et malgré la période compliquée que nous vivons toutes et tous, Agir pour l'Environnement va faire appel à son avocat afin d'empêcher DowAgrosciences de nous imposer deux insecticides "tueurs d'abeilles".

Pour soutenir financièrement Agir Pour l'Environnement, [cliquer ici](#).



► 18 mars : Attestation pour sortir de chez vous

Pour télécharger le modèle d'attestation à remplir pour sortir de chez vous (format word), [cliquer ici](#).

► 18 mars : Attention à tous les virus !

Trump a qualifié de covid-19 de 'virus chinois'. D'autre part, aux USA, la vente d'armes individuelles et de munitions bat des records...

Il va falloir faire attention à ne pas se laisser envahir par le virus de la bêtise ... que nous éviterons de nommer 'virus américain' !

► 18 mars : élection = mascarade ?

Agnès Buzyn estime que ce premier tour des élections municipales a été une 'mascarade' : elle avait alerté le gouvernement dès janvier de la gravité de la crise sanitaire.

C'est vrai qu'on a tout vu, lors de ce premier tour ... Y compris une ministre de la santé qui a déserté son poste, alors qu'elle était consciente du danger qui nous attendait !

► 14 mars : Ensemble, sortons Total de Polytechnique !

Total prévoit de construire le site de sa Direction Recherche et Innovation au sein de Polytechnique !

C'est du jamais vu : un projet 10 000 m² en plein coeur de l'école où s'installeraient 250 salariés de



Total. Dès qu'ils ont pris connaissance de ce projet, une majorité d'étudiantes et étudiants a exprimé son opposition.

Il y urgence, les travaux menacent de commencer sous peu.

Total n'a rien à faire à Polytechnique, ni dans aucune institution ayant le devoir de défendre l'intérêt général : faites le savoir au président de l'école en signant cette pétition. Pour ceà, [cliquer ici](#).

► *13 mars : Crédit Mutuel en route vers la sortie du charbon*

Selon Oxfam France, les banques françaises orientent encore 70 % de leurs financements énergétiques vers les fossiles. "Mais la nouvelle stratégie climat du Crédit Mutuel, qui tend vers une tolérance zéro vis-à-vis de l'expansion du secteur du charbon, est une avancée incontournable vers la transition énergétique et un exemple à suivre pour les autres banques françaises."

Le Crédit Mutuel devrait faire preuve de la même exigence en ce qui concerne les secteurs du gaz et du pétrole. "En revanche, la stratégie annoncée en matière de sortie du charbon est actuellement la plus ambitieuse parmi les banques françaises. BNP Paribas et Société Générale devraient notamment s'en inspirer, puisque chacune de ces deux banques a, à elle seule, une empreinte carbone supérieure à celle du territoire français."

► *12 mars : Violences policières à Paris*

Suite à la répression des mouvements féministes dénonçant les violences de genre à la veille du 8 mars 2020, une pétition demande la démission du Préfet de police de Paris.

En effet, la doctrine de maintien de l'ordre adoptée par le Préfet de Police depuis sa nomination le 20 mars 2019, se caractérise par des consignes illégales données aux forces de l'ordre d'« impacter les manifestants », de réaliser des « manœuvres d'encagement » et par l'insuffisance de l'encadrement de l'usage du lanceur de balle de défense (LBD) en violation de la décision du Conseil d'Etat du 1er février 2019.

Pour lire et signer la pétition, [Cliquez ici](#).

► *10 mars : Le maire sortant à Sainte-Luce dénonce la « l'idéologisme » dangereux de l'écologie*
Comme de nombreuses associations, Ecopôle (réseau d'une centaine d'associations agissant dans le domaine de l'environnement) interpelle les candidats-maires de l'agglomération nantaise sur leurs intentions en matière d'environnement. Ecopôle a publié les réponses, commune par commune.

Pour Sainte-Luce, deux candidats seulement ont répondu : JG Alix et A Desclozier. On peut les lire [en cliquant ici](#).

Notons quand même que JG Alix, dans sa courte réponse, dénonce « l'idéologisme » écologique qui, selon lui, contient un danger de graves « dérives ». Pour sa part, sans remettre en cause la convention avec Ecopôle, le maire sortant déclare préférer la « politique des petits pas ». Chacun jugera ...

► **10 mars : Meeting de soutien à Julie Laernoes et Nantes Ensemble**

L'écologie, c'est le moment ! Rendez-vous le 10 mars, dès 19h pour parler de Nantes après l'élection des écologistes le 22 mars prochain !



Nantes est prête. Nous aussi. Une Maire écologiste dans la 6ème plus grande ville de France, c'est le moment !

Je m'inscris au meeting [en cliquant ici](#).

Pour lire la Newsletter de campagne de Nantes Ensemble, [cliquer ici](#).

Les brèves en février 2020

► 24 fév. : Municipales à Sainte-Luce

Nous étions un peu inquiets par rapport au soutien de la liste de M. Misler par La République En Marche, tant il est discret sur ce point.

Pour en avoir le coeur net, nous avons consulté le site national du parti du Président, et M. Misler y figure bien, comme le montre le document joint. Nous voilà rassurés...

Pour voir le document, [cliquer ici](#)

► 23 fév. : Une Action de Greenpeace à TRICASTIN

Le 21/02, à 7h10, plusieurs dizaines de militant-es de Greenpeace France se sont introduit-es sur le site de Tricastin, dans la Drôme. Leur objectif ? Alerter sur le vieillissement de cette centrale nucléaire et exiger sa fermeture au plus tôt.

Une centrale vieille et dangereuse

La centrale de Tricastin présente de nombreuses failles qui justifient sa mise à l'arrêt et son démantèlement. La cuve de son premier réacteur est la plus fissurée du parc nucléaire français. Elle a été construite en zone sismique et la digue qui la protège des inondations reste fragile. A plusieurs reprises déjà, des éléments radioactifs ont fuité et contaminé les nappes phréatiques.

Pour lire l'article et voir la vidéo, [cliquer ici](#)

Pour signer la pétition demandant la fermeture de la centrale de Tricastin, [cliquer ici](#).

► 20 fév. : La liste « Imaginons Chalonnais » lance sa campagne

Pour la présentation de la liste, la réunion publique a rassemblé près de 300 personnes. Maire sortant, Philippe Ménard (EELV) et son équipe présenteront leur programme au cours de plusieurs réunions publiques (les dates sont sur le site [en cliquant ici](#)).

Une équipe Audacieuse, Généreuse, Innovante et Responsable bien partie !

► 18 fév. : municipale Paris

► 17 fév. : Promesse durable Lu dans Ouest-France du 9 fév. :

Johanna Rolland (PS) a eu le nez creux avec son engagement de transformer le site du CHU en grand parc. L'idée a été reprise par les médias locaux.

Double avantage pour la maire-candidate : au nom de la continuité, elle pourra recycler cette promesse dans sa campagne municipale de 2026.

Rien n'aura bougé en bord de LMOIRE ! Facile, le parc ne sera pas sorti de terre, puisque le CHU ne déménage pas avant six ou sept ans...



► 15 fév. : Autoportraits

Dans leur dernier tract, les deux têtes de la liste soutenue par « En marche » présentent leur propre portrait aux électeur de Sainte-Luce : « *Ma générosité, mon humanisme et mon plein engagement (...)* » pour l'un, « *Mon travail en équipe, mon souci de l'autre, ma franchise, ma bienveillance et mon honnêteté (...)* » pour la seconde...

Il manque quand même à ces deux autoportraits une qualité dont ils sont pourvus de façon évidente : **la modestie !**



► 13 fév. : Visite de Macron à la "mer de glace"

► 13 fév. : Julien Bayou à Angers pour soutenir Yves Auregan

Meeting de soutien à Yves Auregan, tête de la liste

"**Angers Ecologique et Solidaire** à la salle Daviers (5 brd Daviers à Angers), en présence de Julien Bayou, Secrétaire national EUROPE ÉCOLOGIE les VERTS. L'ÉCOLOGIE c'est MAINTENANT !

► 10 fév. : Lancement du Comité de soutien à la liste écologiste et citoyenne à Nantes menée par Julie Laernoes

Le lundi 10 février, une réunion de lancement du Comité de soutien a eu lieu publiquement.

Ce Comité de soutien est **présidé par Damien Carême**, député écologiste européen et ancien maire de Grande Synthe, dans le Nord.

Très bonne ambiance, lors de cette réunion.

Vous trouverez la première liste des soutiens

en suivant le lien suivant : <https://nantes-ensemble.fr/soutien/>



► 9 fév. : Sortir de la croissance avec Eloi Laurent

Passionnant entretien avec l'économiste Eloi Laurent (économiste à l'OFCE) au cours de l'émission "*CO2 mon amour*" de Denis Cheissoux diffusée le dimanche en début d'après midi sur France Inter. Pendant 37 minutes, Eloi Laurent propose un autre modèle politique,

social et écologique, où le PIB ne serait plus le moteur principal.

Pour écouter l'émission, [cliquer ici](#).

► **La liste Saint-Nazaire Solidaire écologiste**

La liste conduite par Pascale Hameau et Gwenolé Peronno est constituée en majorité de personnes non encartées. Plusieurs partis y cohabitent, EELV en tête.

« *Il n'y a pas d'accord de parti* », précise Pascale Hameau, « *les membres de la liste y sont à titre individuel* ». Ce « *beau vivier de gens très*

engagés » martèle surtout sa volonté de « *transformer le mode de gouvernance* ». On savait déjà qu'en cas de victoire, le maire et le président de la Carene seraient deux personnes différentes : Ce seront Pascale Hameau pour la commune, Gwenolé Peronno (non encarté, deuxième sur la liste) pour la CARENE.

Réunions publiques : 17 février au Salon République pour une conférence-débat avec Damien Carême (maire EELV de Grande-Synthe), le 27 février à la Maison de quartier Méan-Penhoët et le 12 mars salle du Courtil-Brecard. Elles se déroulent à partir de 20 h.

► **9 fév. : « Bonchamp ensemble », une liste écologique et citoyenne**

Dans cette commune de l'agglomération de Laval, « *L'écologie est au cœur de notre liste* », souligne Michel Perrier, ancien conseiller régional EELV (Europe écologie Les Verts) de 2010 à 2015. « *À Bonchamp, il faut remettre de la Nature en ville.* » En plus de l'écologie, « **Bonchamp ensemble** » entend promouvoir la participation citoyenne des habitants.

► **7 fév.2020 : Rencontres de Sophie ce weekend au Lieu Unique**

Cette fois-ci, ces rencontres philosophiques ont pour thème "**Habiter la nature**".

Elles se déroulent du vendredi 7 février après-midi au dimanche soir, avec de nombreuses invité.e.s de qualité.

"Notre époque s'est construite sur le sentiment que nous, êtres humains, sommes dans la nature comme chez nous.

Le risque d'une destruction, aujourd'hui prévisible, de la nature et de l'homme fragilise pourtant cette conviction tranquille, qu'il convient donc de repenser en ses fondements comme en ses effets.

Qu'en est-il de la distinction entre l'homme et la nature ? Quelles nouvelles manières d'habiter la nature, l'art mais aussi la science et la technique nous permettent-ils alors d'imaginer ?

Quelles valeurs éthique et juridique attribuer aux autres êtres naturels, animaux, végétaux ?"

Pour télécharger le détail du programme, [cliquer ici](#).

► **Conférence-débat : territoire zéro chômeurs de Longue Durée**

le Conseil de Développement de Nantes Métropole organise un débat sur l'expérimentation "Territoire sans CLD" le lundi 10 février à 18h00 au CCO (tour de Bretagne à Nantes).



<p>Lundi 10 février</p> <p>18h00 CCO - PLATEAU Tour Bretagne</p>		<p>QUESTIONS PUBLIQUES</p> <p>L'emploi pour tous - Le projet « Territoires zéro chômeur de longue durée »</p> <p>Invité : Laurent GRANDGUILLAUME, fondateur et Président de l'association « Territoires zéro chômeur de longue durée »</p> <p style="font-size: small;">Partenariat « Revue Place Publique-Conseil de développement-CCO »</p>
--	---	---

Pour plus

d'informations sur le dispositif, on peut écouter l'interview de Louis Gallois ex PDG Renault et SNCF), qui préside l'association en charge de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée, [en cliquant ici](#).

► **La Mer de Glace est devenue un lac de cailloux** Information Ouest France :

"Plus grand glacier de France, la Mer de Glace, située dans le massif du Mont-Blanc, est



touchée de plein fouet par le réchauffement climatique. Une photo prise par webcam la montre déjà vidée d'une partie de sa neige et de sa glace, une situation anormale et alarmante à cette période de l'année."

Les brèves en janvier 2020

► **31 janv. : Décision du Conseil d'Etat**

C'est un camouflet pour le gouvernement et une grande victoire pour la démocratie : le Conseil d'État vient de suspendre la scandaleuse circulaire Castaner. Ce courrier adressé aux préfets prévoyait de ne pas compter les villes de moins de 9000 habitants dans le calcul des résultats des municipales, soit 96% des villes et 52% de la population...

Un autre élément problématique a été censuré par le juge des référés : le gouvernement voulait créer une nouvelle nuance appelée « divers centre », qui aurait permis d'assimiler le score d'En Marche à des centaines de listes indépendantes.

Cela fait suite à l'appréciation très critique de ce même Conseil d'Etat par rapport au projet de loi sur les retraites. Décidément, ce gouvernement rencontre des problèmes avec les hautes instances juridiques du pays !!!

Des nouvelles du glyphosate

► **31 janv. : Décision du Conseil constitutionnel** : le Conseil constitutionnel vient d'interdire l'exportation de produits phytopharmaceutiques produits en France et dont l'utilisation est interdite dans l'Union Européenne. Il écrit notamment : "4. Aux termes du préambule de la Charte de l'environnement : « l'avenir et l'existence même de l'humanité sont indissociables de son milieu naturel ... l'environnement est le patrimoine commun des êtres humains... la préservation de

l'environnement doit être recherchée au même titre que les autres intérêts fondamentaux de la Nation ... afin d'assurer un développement durable, les choix destinés à répondre aux besoins du présent ne doivent pas compromettre la capacité des générations futures et des autres peuples à satisfaire leurs propres besoins ». Il en découle que la protection de l'environnement, patrimoine commun des êtres humains, constitue un objectif de valeur constitutionnelle." et "10. En faisant ainsi obstacle à ce que des entreprises établies en France participent à la vente de tels produits partout dans le monde et donc, indirectement, aux atteintes qui peuvent en résulter pour la santé humaine et l'environnement et quand bien même, en dehors de l'Union européenne, la production et la commercialisation de tels produits seraient susceptibles d'être autorisées, le législateur a porté à la liberté d'entreprendre une atteinte qui est bien en lien avec les objectifs de valeur constitutionnelle de protection de la santé et de l'environnement poursuivis."

► **26 janv. : 1er forum des solutions pour la TRANSITION dans le 49**

Il aura lieu le **Dimanche 26 janvier à Montreuil-Juigné**

de 10h00 à 17h00 salle ,Jacques Brel.

Avec espace échanges et espace associations. Gratuit et ouvert à tous.

Pour télécharger l'invitation, [cliquer ici](#).

► **Les rendez-vous de CLEMENTINE**

Bretagne vivante organise **dimanche 26 janvier** une opération de **comptage des oiseaux** dans l'ensemble de l'agglomération nantaise. Pour Sainte-Luce, CLEMENTINE donne rendez-vous à tous les volontaires à **10h30 devant l'entrée du camping Belle Rivière**.

S'habiller de vêtements de couleur neutre, apporter ses jumelles, se munir de bottes ou de chaussures de marche (terrain boueux !) et télécharger le tableau des oiseaux des jardins [en cliquant ici](#).

Vendredi 31 janvier à 20h30, salle Dagorne : venez écouter quelques histoires naturelles de plantes et d'animaux, illustrées de photographies et racontées par un adhérent de Clémentine.

19 janv. : Le Luxembourg interdit le glyphosate : C'est le premier pays européen à bannir le glyphosate, en avance sur d'autres pays qui souhaitent le faire fin 2022.

Mais la France augmente sa consommation de 24% en un an et interdit son épandage...à moins de 5 mètres des écoles et des habitations ! Et malgré cette réglementation ridicule, la FNSEA, sans honte, proteste et réclame un moratoire ("c'est inapplicable au 1er janvier")



Pour lire les voeux de Agir Pour l'Environnement, [cliquer ici](#)

► **Mercredi 15 janvier, Delphine Batho, ancienne ministre, députée des Deux-Sèvres, présidente de Génération Écologie**, sera au Mans pour soutenir notre liste "Choisir l'écologie pour Le Mans".

► **16 janv. : Froid polaire sur Ségolène Royal**

Ségolène Royal avait été nommée « Ambassadrice des pôles » par le gouvernement. Mais une enquête journalistique a jeté le doute sur l'utilisation des moyens mis à sa disposition par l'État (3 collaborateurs et 100 000€) et le parquet national financier a ouvert une enquête. De son côté, Mme Royal accuse le gouvernement de vouloir restreindre sa liberté de parole. Elle est convoquée par le gouvernement pour mettre fin à sa mission.



► **15 janv.2020 : Banquet pour la victoire sur la**

ZAD le vendredi 17 janvier 2020, cela fera 2 ans qu'il n'y a plus d'aéroport qui plane au-dessus de la zad !

Programme : 13h lever de charpente, 17h apéro et musique, 18h30 début du grand banquet, 21h30, fest noz...

Pour réserver des places au grand banquet et pour plus de renseignements, [cliquer ici](#).

► **10 janv. : Alerte pour la réanimation pédiatrique**

Du fait du manque de personnel soignant, des lits d'accueil pour les enfants en réanimation pédiatrique sont fermés dans plusieurs grands centre urbains.

C'est le cas en Ile de France, où au dernier trimestre 2019, 25 enfant ont été renvoyés hors Ile de France (Rouen, Amiens ou Lille. Au mans, c'est carrément le service de réanimation pédiatrique de l'hôpital du Mans qui a définitivement fermé ses portes, renvoyant les enfants gravement malades et leurs familles vers Tours ou Angers.

Une pétition à l'initiative des parents pour alerter le gouvernement est lancée. Pour la signer, [cliquer ici](#).

► **10 jan. : L'aide aux migrants devant la justice**

C'est mercredi 15/01 que Pierre-Alain Manoni sera jugé par la cour d'appel de Lyon pour avoir secouru des migrants passant par les Alpes pour passer d'Italie en France.

La pétition de soutien a reçu près de 200 000 signatures.

Son message avant le procès : *"En condamnant depuis 2015 plus de 150 personnes solidaires à travers l'Europe, certains voudraient que nos sociétés abandonnent discrètement ce qui fait notre humanité..."*

Pour lire tout son message et pour signer la pétition de soutien, [cliquer ici](#).

► **7 janv. : Il y a 5 ans, Charlie...**



► **6 janv.2020 : Banquet pour la victoire sur la ZAD le 17 janvier**

Le vendredi 17 janvier 2020, cela fera 2 ans qu'il n'y a plus d'aéroport qui plane au-dessus de la zad !

Programme : 13h lever de charpente, 17h apéro et musique, 18h30 début du grand banquet, 21h30, fest noz...

Pour réserver des places au grand banquet et pour plus de renseignements, [cliquer ici](#).

► **6 janv.2020 : Que cherche Trump en Iran ?**

